



Assurances professionnelles by Hiscox  
Conditions Générales - n° PRO202401

  
HISCOX



## Préambule

Bienvenue chez Hiscox.

Nous vous invitons à lire avec attention l'ensemble des documents qui fixent très précisément l'étendue et les conditions de votre couverture d'assurance.

Vous et nous sommes les seules parties à la police. Sauf dispositions légales impératives contraires, aucun terme de cette police ne saurait être interprété comme bénéficiant, de quelle que manière que ce soit, à un tiers. La police est soumise aux dispositions légales impératives du droit belge.

Au sein de la présente police, certains mots et expressions écrits en caractères gras ont une signification précise, visée au sein de la rubrique « Définitions ».

Nous avons apporté un soin particulier à rédiger cette police dans un langage simple pour en faciliter la lecture et la compréhension. En cas de besoin, votre assureur-conseil pourra vous donner toutes les explications nécessaires pour que vous soyez parfaitement informé.

Les documents constituant la police sont :

- les Conditions Particulières et tout éventuel avenant ;
- les Conditions Spéciales ;
- les présentes Conditions Générales ;
- les questionnaires et formulaires de souscription et leurs annexes, ainsi que toutes déclarations faites par vous ;
- le document intitulé « Dispositions légales ».

S'il existe une contradiction ou une ambiguïté entre les présentes Conditions Générales, et les Conditions Spéciales, les Conditions de ces dernières prévalent.

S'il existe une contradiction ou une ambiguïté entre les présentes Conditions Générales, les Conditions Spéciales et les Conditions Particulières, les dispositions des Conditions Particulières prévalent.

Afin que votre police prenne effet, vous devez nous retourner un exemplaire des conditions particulières paraphé et signé, et payer la prime d'assurance.

Hiscox Belgium

# Table des Matières

<b>Préambule</b>	<b>1</b>
<b>Indemnisation et gestion de la police</b>	<b>3</b>
<b>Section I : Guide d'indemnisation</b>	<b>3</b>
<b>Partie I : Les modalités d'indemnisation</b>	<b>3</b>
A. A quelle hauteur serez-vous indemnisé?	3
B. Pluralité de sinistres	4
C. Pluralité d'assurés	4
D. Pluralité de polices	4
<b>Partie II : Vos déclarations</b>	<b>5</b>
A. Déclaration de sinistre	5
B. Déclaration conservatoire avant sinistre	6
<b>Partie III : Gestion des Sinistres</b>	<b>6</b>
A. Direction du litige	6
B. Frais de sauvetage	6
C. Devoir d'assistance	7
D. Transaction / Reconnaissance de responsabilité	7
E. Les frais et intérêts judiciaires, extrajudiciaires et légaux	7
F. En cas d'impayés à votre encontre	8
G. Droit propre de la personne lésée et subrogation de l'assureur	8
<b>Section II : Administration de la police</b>	<b>9</b>
<b>Partie I : Les informations que vous nous communiquez</b>	<b>9</b>
A. Déclarations d'assurance	9
B. Modification du risque	9
<b>Partie II : Dispositions générales afférentes à la police</b>	<b>11</b>
A. La prime	11
B. Application de la garantie dans le temps au titre de votre Responsabilité pour les réclamations à votre encontre	12
C. Application de la garantie dans le temps au titres de dommages que vous subissez	12
D. Durée de la police	12
E. Résiliation	12
F. Pluralité d'assurances	14
G. Caractère non-transférable de la polices	14
H. Communications valables	14
I. Territoire de couverture et juridiction	14
J. Droit applicable	14
K. Prescription	14
L. Résolution des litiges	14
M. Sanctions économiques et commerciale	14
N. Domicile et Correspondance	15

## Indemnisation et gestion de la police

### Section I : Guide d'indemnisation

Vos conditions particulières mentionnent les plafonds de garantie, **sous-limites** et **franchises** applicables à la **police**. En cas de **sinistre**, nous indemnisons les **dommages** dans la limite du **plafond de garantie** ou de **sous-limites** applicable, selon la garantie applicable au **sinistre**, déduction faite de la **franchise** applicable.

### Partie I : Les modalités d'indemnisation

A. A quelle hauteur  
serez-vous indemnisé?

1. Sauf dispositions contraires au sein de vos Conditions particulières, le **plafond de garantie** est accordé par **sinistre** et par **période d'assurance**. Le **plafond de garantie** applicable représente le montant maximum que nous sommes susceptibles de payer au titre de la **police**, toutes garanties confondues, pour tous les assurés, **frais de défense** compris, en cas de **sinistre** unique et en cas de pluralité de sinistres ayant pour origine le même **fait dommageable**, ainsi que, le cas échéant, tout autre paiement qui serait dû au titre de la **police** souscrite et sauf stipulations contraires au sein de vos conditions particulières.

Le **plafond de garantie** n'est pas cumulable d'une **période d'assurance** sur l'autre (ni sur la période de garantie de la postériorité accordée au titre des garanties en « Responsabilité civile ») et se réduit et s'épuise par tout paiement de frais et/ou d'indemnités que nous serions tenus d'effectuer en application de la présente **police**, sans reconstitution automatique.

Le **plafond de garantie** applicable à la garantie relative à la période de postériorité accordée au titre des garanties en « Responsabilité civile » est unique pour toute la durée de ladite période de garantie de la postériorité, c'est-à-dire pour les 36 mois suivants la résiliation ou l'expiration de la **police**. Il est égal au montant du **plafond de garantie** applicable au titre de la dernière **période d'assurance** avant la résiliation ou l'expiration de la **police**.

Nous prenons en charge les intérêts afférents aux montants dus en principal, ainsi que frais des avocats, experts ou autres personnes susceptibles de pouvoir traiter au mieux la **réclamation** à concurrence des limites de la garantie prévues aux Conditions Particulières. Nous paierons, même au-delà des limites de la garantie, les frais afférents aux actions civiles ainsi que les honoraires et les frais des avocats et des experts, mais seulement dans la mesure où ces frais auront été exposés avec **notre** accord, ou, en cas de conflit d'intérêts non imputable à **vous-même**, pour autant que ces frais n'aient pas été engagés de manière déraisonnable.

Au-delà des limites de la garantie, et conformément à l'article 146 de la Loi sur les Assurances du 4 avril 2014 et à l'article 6ter de l'Arrêté Royal du 24 décembre 1992 portant exécution de la loi du 25 juin 1992 sur le **contrat** d'assurance terrestre, nous limiterons **notre** intervention dans ces **frais de défense** aux montants suivants :

- 495.787,05 EUR lorsque la somme totale assurée est inférieure ou égale à 2.478.935,25 EUR ;
- 495.787,05 EUR plus 20 % de la partie de la somme totale assurée comprise entre 2.478.935,25 EUR et 12.394.676,24 EUR ;
- 2.478.935,25 EUR plus 10 % de la partie de la somme totale assurée qui excède 12.394.676,24 EUR avec un maximum de 9.915.740,99 EUR comme intérêts et frais.

Ces montants sont liés à l'évolution de l'indice des prix à la consommation, l'indice de base étant celui de novembre 1992, soit 113,77 (base 1988 = 100).

2. Dans l'hypothèse où une garantie souscrite comporte un **sous-limite**, nous vous indemnisons, selon les modalités ci-dessus, à hauteur de ce **sous-limite**. Les **sous-limites** font partie intégrante du **plafond de garantie** applicable ; ils s'y substituent et ne sauraient en aucun cas s'y ajouter.
3. Dans l'hypothèse où le **plafond de garantie** applicable est fixé par **période d'assurance**, il se réduit et s'épuise par tout paiement d'indemnité, amiable ou judiciaire, sans reconstitution automatique après **sinistre**. En cas d'épuisement du **plafond de garantie** au titre d'une **période d'assurance**, nous nous réservons la faculté d'évoquer ensemble les modalités, notamment financières, de reconstitution de celui-ci
4. La **franchise** représente le montant qui restera à **votre** charge pour chaque **sinistre**. Elle vient en déduction du **plafond de garantie**. Les Conditions particulières peuvent prévoir des montants de **franchise** différents selon les garanties mises en jeu.
5. Lorsque **vous nous** déclarez un **sinistre**, nous pouvons à tout moment décider de **vous** régler le montant du **plafond de garantie** ou de la **sous-limite** applicable, ou ce qu'il en reste après tout paiement préalablement effectué par **nos** soins au titre dudit **sinistre** et/ou de tout **sinistre** intervenu pendant la même **période d'assurance**.
6. Nous réglons, dans le cadre du **plafond de garantie** applicable, les **frais de défense** engagés préalablement à la date de **notre** paiement. Nous ne supporterons ensuite plus aucune obligation de garantie ou responsabilité concernant ce **sinistre** et **vos frais de défense** y afférent.

#### B. Pluralité de sinistres

1. Dans le cadre de la **police**, toutes les **réclamations** introduites à **votre** encontre et qui font suite à un même **fait dommageable**, ainsi que toutes les conséquences pécuniaires qui en résultent, constituent un seul et même **sinistre**, quel que soit leur échelonnement dans le temps. Dans ce cas, les indemnités dues au titre de ce **sinistre** sont versées dans la limite du **plafond de garantie** applicable de la **période d'assurance** de la première **réclamation**.
2. Dans le cadre de la **police**, tous les **dommages** que **vous** subissez et qui font suite à un même **fait dommageable** constituent un seul et même **sinistre**. Dans ce cas, les indemnités dues au titre de ce **sinistre** sont versées dans la limite du **sous-limite** applicable de la **période d'assurance** de survenance du **fait dommageable**.
3. Les garanties « **Réclamations à votre encontre** » et « **Dommages que vous** subissez sont distinctes l'une de l'autre. Par conséquent, toute **franchise** ainsi que tout **plafond de garantie** ou **sous-limite** relatifs au déclenchement des deux garanties et faisant suite à la survenance d'un même **fait dommageable**, sont applicables pour chacune d'entre elle.

#### C. Pluralité d'assurés

En cas de pluralité d'assurés, le montant de l'indemnité que nous prenons en charge ne peut excéder le montant dû pour un seul **assuré**.

#### D. Pluralité de **polices**

En cas de **sinistre** indemnisable par plusieurs **polices** d'assurance souscrites auprès de l'**assureur** ou dans le cadre de divers produits d'assurance faisant partie d'une même **police** d'assurance et/ou de toute autre société d'assurance du groupe Hiscox, le montant total de l'indemnité d'assurance qui sera versée au titre de l'ensemble de ces **polices** ne pourra en aucun cas excéder le plafond d'indemnisation de la **police** prévoyant le plafond d'indemnisation le plus élevé.

## Partie II : Vos déclarations

### A . Déclaration de **sinistre**

Dès que **vous** avez connaissance d'un **sinistre**, **vous** devez :

1. consulter les présentes Conditions Générales, les Conditions Spéciales et les Conditions Particulières afin de vérifier que les **dommages** éventuels sont couverts par les garanties de la **police** ;
2. **vous** assurer de l'acquittement de toutes **vos** obligations au titre de la **police** ;
3. **nous** déclarer le **sinistre** :
  - dans un délai de 30 jours à compter de **votre** connaissance du **sinistre** pour les sinistres relevant d'une **réclamation** à **votre** encontre ;
  - dans un délai de 72 heures à compter de **votre** connaissance du **sinistre** pour les sinistres relevant de **dommages** que **vous** subissez ;

En cas d'absence ou de retard dans la déclaration du **sinistre**, non imputable à un cas fortuit ou à un cas de force majeure, **vous vous** exposez à être totalement ou partiellement déchu de **votre** droit à garantie si ce manquement **nous** a causé préjudice (Article 65 de la Loi sur les Assurances du 4 avril 2014) ;

**Vous** pouvez **nous** déclarer le **sinistre** :

- par courrier adressé à :  
Hiscox Belgique  
Service Sinistres  
Avenue du Bourget 42 bte 8  
Airport Building  
1130 Bruxelles
- ou par email à l'adresse : [hiscox.claims@hiscox.be](mailto:hiscox.claims@hiscox.be)

Pour les sinistres relevant du Cyberclear by Hiscox, une hotline est mise à **votre** disposition, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, dans le cadre de la garantie « Assistance »

4. **nous** communiquer toute information quant aux circonstances de survenance du **sinistre** ; notamment :
  - **vos** références ainsi que le numéro du **contrat** d'assurance en cause ;
  - une note établie par **vos** soins précisant les causes et circonstances du **sinistre**, la **réclamation** à **votre** encontre ainsi que, le cas échéant, le montant des **dommages** éventuellement subis ;
  - en cas de **sinistre** relevant des garanties en Responsabilité civile, une copie de la **réclamation** que **vous** avez reçue ; tout avis, lettre, convocation, assignation et plus généralement tout acte judiciaire ou extra judiciaire et pièce de procédure qui **vous** est remis ou signifié dans le cadre de la **réclamation** ou du **dommage** et ce dès réception.
5. **nous** informer de tout élément que **vous** découvrez **vous** permettant de suspecter que l'un de **vos préposés** a agi de façon dolosive ou malhonnête ;
6. déposer plainte dans les 24 heures de la survenance du **fait dommageable** lorsque ce dernier constitue ou est susceptible de constituer une infraction pénale, et **nous** communiquer la copie de **votre** dépôt de plainte lors de **votre** déclaration de **sinistre** ;

Le défaut de communication du dépôt de plainte est un motif de déchéance de la garantie

7. **nous** communiquer toute information concernant toute autre assurance éventuelle susceptible de couvrir le même risque et que **vous** auriez contractée.

B. Déclaration conservatoire avant **sinistre**

Dès que **vous** avez connaissance d'un **fait dommageable** susceptible de faire l'objet d'une **réclamation** à **votre** encontre, **vous** pouvez **nous** déclarer la survenance de ce **fait dommageable**.

**Votre** déclaration peut **nous** être notifiée dès que possible durant la **période d'assurance** et doit contenir, dans la mesure du possible, la description des conditions de survenance de ce **fait dommageable**, notamment le(s) potentiel(s) plaignant(s), les responsabilités potentielles, les potentielles demandes indemnitaires et toute autre information utile que **nous** serons susceptibles de **vous** demander. Toute **réclamation** ultérieure que **vous nous** communiquerez, afférente au même **fait dommageable**, sera considérée comme ayant été déclarée à la date de déclaration dudit **fait dommageable** et ce, même si cette **réclamation** est effectuée après expiration de la **période d'assurance**.

Partie III :  
Gestion des Sinistres

A. Direction du litige

A partir du moment où **notre** garantie est due, et pour autant que **vous** y fassiez appel, **nous** dirigerons les investigations, le règlement amiable ou **votre** défense à l'instance arbitrale ou judiciaire à la suite d'un **sinistre** couvert par la **police**.

Si **nous** l'estimons nécessaire, **nous** pouvons désigner un expert, un avocat ou toute autre personne susceptible de pouvoir gérer au mieux le **sinistre**. **Nous** pouvons désigner, sans en avoir l'obligation, l'avocat de **votre** choix, à la condition que ce dernier accepte de pratiquer des conditions tarifaires ne dépassant pas celles pratiquées par **notre** propre avocat et uniquement pour les prestations effectuées avec **notre** accord écrit préalable.

B. Frais de sauvetage

Dès que **vous** avez connaissance d'un **fait dommageable**, **vous** devez adopter, à **vos** frais, toutes les mesures urgentes et raisonnables pour prévenir ou atténuer les conséquences de ce **fait dommageable**, ou, si le **sinistre** a déjà commencé, pour en prévenir ou en atténuer les conséquences, notamment concernant d'éventuels défauts ou carences au regard des engagements souscrits ou d'une obligation légale.

Moyennant respect de cette disposition, **nous** couvrirons ces **frais de sauvetage** lorsqu'ils ont été exposés en bon père de famille, alors même que les diligences faites l'auraient été sans résultat. Ils sont à **notre** charge même au-delà du montant assuré, à concurrence toutefois des limites de garantie prévues ci-dessous.

Lorsque les limites de garantie sont épuisées, et conformément à l'article 106 de la Loi sur les Assurances du 4 avril 2014 et à l'article 4 de l'Arrêté Royal du 24 décembre 1992 portant exécution de la loi du 25 juin 1992 sur le **contrat** d'assurance terrestre, **nous** couvrirons les **frais de sauvetage** au-delà de ces limites jusqu'aux montants maximums suivants :

- 495.787,05 EUR lorsque les limites de garantie sont inférieures ou égales à 2.478.935,25 EUR ;
- 495.787,05 EUR plus 20% de la partie des limites de garantie comprise entre 2.478.935,25 EUR et 12.394.676,24 EUR ;
- 2.478.935,25 EUR plus 10% de la partie des limites de garantie qui excède 12.394.676,24 EUR, avec un maximum de 9.915.740,99 EUR comme **frais de sauvetage**.
- Pour les assurances de choses, les **frais de sauvetage** sont égaux au montant assuré avec un maximum de EUR 18.592.014,36.

Ces montants sont liés à l'évolution de l'indice des prix à la consommation, l'indice de base étant celui de novembre 1992, soit 113,77 (base 1988 = 100).

Si **vous** manquez à **votre** obligation de mettre en œuvre les mesures de sauvetage nécessaires, **vous vous** exposez à être déchu de **votre** droit à garantie si ce manquement **nous** a causé un préjudice.



C. Devoir d'assistance

Après déclaration du **sinistre**, **vous** demeurez tenu à un devoir d'assistance à **notre** égard en vertu duquel **vous** devez notamment :

- **nous** fournir ainsi qu'à **notre** expert et/ou avocat, à **vos** frais, toutes les informations, toutes les pièces et tous les documents que **nous vous** demanderons et coopérer avec **nous** et **notre** expert dans le cadre des investigations sur le **sinistre** ;
- **nous** permettre ainsi qu'à **notre** expert et/ou avocat, de visiter les lieux afin d'inspecter les **dommages** et d'approuver préalablement le coût des travaux éventuels ;
- prendre toutes les mesures que **nous vous** proposerons pour éviter, minimiser, résoudre à l'amiable le **sinistre** ou pour **vous** défendre.

En cas de manquement à **votre** devoir d'assistance, **vous** serez déchu de **votre** droit à garantie, sauf si **votre** manquement n'a constitué que dans un simple retard dans la communication de pièces ; dans cette hypothèse **vous vous** exposeriez à supporter une indemnité proportionnée au **dommage** que ce retard **nous** aura causé (Article 76 de la Loi sur les Assurances du 4 avril 2014).

D. Transaction /  
Reconnaissance  
de responsabilité

Si **vous** êtes approché par le **tiers** réclamant en vue d'un règlement amiable du **sinistre**, **vous** devez **nous** en informer immédiatement. De même, **nous** devons être consultés avant toute proposition de règlement amiable que **vous** envisageriez de faire. Par ailleurs, **vous** ne devez à aucun moment reconnaître **votre** responsabilité au titre du **sinistre**, que ce soit par oral ou par écrit.

Toute reconnaissance de responsabilité et/ou toute transaction intervenue hors de **notre** présence **nous** sont inopposables.

Dans l'hypothèse où une proposition de règlement transactionnel d'un **sinistre vous/nous** est faite et que **nous** souhaitons l'accepter, mais que **vous** refusez, **notre** garantie sera alors limitée au règlement de **vos** frais engagés jusqu'à la date de refus ou d'expiration de l'offre transactionnelle, ainsi qu'au règlement, **franchise** déduite, d'une indemnité qui ne pourra pas excéder le montant de l'offre transactionnelle refusée ou expirée.

En cas d'action directe du **tiers** réclamant à **notre** rencontre, **nous** pourrions **vous** demander le remboursement de la somme que **nous** aurons été amenés à verser à ce **tiers** au-delà du montant de l'offre transactionnelle refusée ou expirée.

Si le montant de cette offre transactionnelle était supérieur au **plafond de garantie** ou à la **sous-limite** applicable, **nous** pourrions choisir de **vous** payer le montant de ce **plafond de garantie** ou de ce **sous-limite**, **franchise** déduite, avant même l'issue du litige, sous réserve que **vous** renonciez expressément à tous recours à **notre** rencontre au titre du **sinistre**.

En contrepartie de cette renonciation à recours et si le litige est finalement résolu pour un montant inférieur à la somme que **nous vous** aurons versée, **nous** renonçons à **vous** réclamer un quelconque remboursement.

E. Les frais et intérêts  
judiciaires, extrajudiciaires et  
légaux

Les frais et intérêts judiciaires, extrajudiciaires et légaux que **vous** devez payer à un **tiers** sont compris dans le cadre des garanties en « Responsabilité civile ».

Si le montant que **vous** êtes tenu d'indemniser à un **tiers** dans le cadre d'une **réclamation** dépasse le montant assuré par **réclamation** et/ou n'est couvert qu'en partie, les frais et intérêts ne sont indemnisés que proportionnellement au montant assuré par **réclamation** ou proportionnellement au montant dû par **vous** au **tiers**.

Les intérêts et frais sont supportés intégralement par **nous** pour autant que le total du dédommagement et des intérêts et frais ne dépasse pas, par **preneur d'assurance** et par **sinistre**, la somme totale assurée. Toutefois, au-delà de la somme totale assurée, les intérêts et frais peuvent être limités à :

- EUR 495.787,05 lorsque la somme totale assurée est inférieure ou égale à EUR 2.478.935,25 ;
- EUR 495.787,05 + 20% de la partie de la somme totale assurée comprise, entre EUR 478.935,25 et EUR 12.934.676,24 ;
- EUR 2.478.935,25 + 10% de la partie de la somme totale assurée qui excède EUR 12.934.676,24 avec un maximum de EUR 9.915.741 comme intérêts et frais.

Ces montants visés sont liés à l'évolution de l'indice des prix à la consommation, l'indice de base étant celui de novembre 1992, soit 113,77 (base 1988 = 100).

F. En cas d'impayés à **votre** encontre

Si, au titre d'un **sinistre** ou d'un **fait dommageable** couvert, **votre client** refuse de payer tout ou partie des sommes que **vous** lui avez facturées et menace de diligenter une procédure à **votre** encontre pour un montant supérieur à celui qu'il **vous** doit, **nous** pourrons alors, si **nous** estimons que **votre** abandon de créance évitera une condamnation à un montant supérieur, choisir de **vous** payer, dans la limite du **plafond de garantie** ou de la **sous-limite** applicable, tout ou partie du montant qui **vous** est dû par **votre client**, déduction faite de la **franchise** ainsi que de **votre** marge, des taxes, droits, retenues et intérêts grevant ledit montant.

L'application de cette garantie est, par principe, subordonnée à la conclusion entre les parties d'un accord transactionnel au sens des articles 2048 et 2049 du Code Civil ou de son équivalent au sein d'une juridiction étrangère.

Toutefois, dans l'hypothèse où **nous** aurions accepté d'appliquer cette garantie à **votre** bénéfice alors même qu'aucun accord transactionnel n'a pu être conclu et que le **tiers** obtient ensuite **votre** condamnation au titre du **sinistre**, **notre** prise en charge de **vos frais de défense** et des **dommages** et intérêt auxquels **vous** aurez été condamné sera réduite du montant préalablement versé.

G. Droit propre de la personne lésée et subrogation de l'**assureur**

**Nous** sommes habilités à payer une indemnité directement à la personne lésée en **votre** nom ou de trouver un règlement à l'amiable avec elle. Des **réclamations** de personnes lésées en indemnisation de **dommages** personnels peuvent être traitées conformément à l'article 150 de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances (droit propre de la personne lésée).

Si l'**assureur** fait application de la faculté décrite ci-dessus, l'**assureur** aura, par le paiement à la personne lésée pour compte de l'**assuré**, rempli ses obligations en vertu de la présente **police**.

**Nous** sommes subrogés dans tous **vos** droits et actions à l'encontre de tout **tiers** responsable à concurrence de l'intégralité des sommes que **nous** aurons réglées en application de la présente **police**, en ce compris notamment les frais exposés pour **votre** défense.

En conséquence, toutes les sommes qui **vous** seraient allouées par toute juridiction arbitrale, administrative ou judiciaire, au titre notamment des frais exposés pour **votre** défense, **nous** serons automatiquement acquises.

Par ailleurs, si le **sinistre** est imputable à un **tiers**, **vous** devez impérativement préserver l'éventuel recours que **nous** pourrions exercer à son encontre, et **nous** fournir, à **vos** frais, toute l'assistance que **nous vous** demanderons, notamment en **nous** prêtant **votre** concours pour engager les poursuites nécessaires.

Si la subrogation ne peut, de **votre** fait, s'opérer en **notre** faveur, **nous** pourrons **vous** réclamer la restitution de l'indemnité versée dans la mesure de **notre** préjudice subi (article 95 loi relative aux assurances).

## Section II : Administration de la police

### Partie I : Les informations que vous nous communiquez

#### A. Déclarations d'assurance

La **police** est établie d'après **vos** déclarations, tant pour les besoins de la première souscription de la **police**, qu'au cours de la **période d'assurance**, et la prime est fixée en conséquence. L'ensemble de ces déclarations au titre de la **police**, que ce soit au sein du questionnaire préalable d'assurance ou tout autre document communiqué ultérieurement, font partie intégrante de la **police**.

Toute fausse déclaration intentionnelle, toute réticence, omission ou inexactitude intentionnelle dans les déclarations et toute déclaration, réticence, omission ou inexactitude frauduleuse sont susceptibles d'entraîner :

- La nullité de la **police** (Article 59 de la Loi sur les Assurances du 4 avril 2014) ;
- Dans ce cas, les primes échues jusqu'au moment où **nous** avons eu connaissance de l'omission ou inexactitude intentionnelles **nous** sont dues

Toute omission ou inexactitude non-intentionnelle dans les déclarations entraîne :

- une proposition de **notre** part en vue d'une modification du **contrat**, dans un délai d'un mois à compter du jour où **nous** avons eu connaissance de l'omission ou inexactitude non-intentionnelle, avec effet au jour où **nous** avons eu connaissance de l'omission ou inexactitude non-intentionnelle (Article 60 de la Loi sur les Assurances du 4 avril 2014) ;
- Si **nous** apportons la preuve que **nous** n'aurions en aucun cas assuré le risque, **nous** pouvons résilier le **contrat** ;
- Si **vous** refusez la proposition de modification du **contrat**, ou si, au terme d'un délai d'un mois à compter de la réception de cette proposition, **vous** n'acceptez pas cette dernière, **nous** pouvons résilier le **contrat** dans les quinze jours ;
- Si **nous** n'avons pas résilié le **contrat** ni proposé sa modification dans les délais indiqués ci-dessus, **nous** ne pourrions plus **nous** prévaloir à l'avenir des faits qui sont connus.
- Si l'omission ou la déclaration inexacte ne peut **vous** être reprochée, et si un **sinistre** survient avant que la modification du **contrat** ou la résiliation ait pris effet, **nous** devons fournir la prestation convenue.
- Si l'omission ou la déclaration inexacte peut **vous** être reprochée, et si un **sinistre** survient avant que la modification du **contrat** ou la résiliation ait pris effet, **nous** ne sommes tenus de fournir une prestation que selon le rapport entre la prime payée et la prime que **vous** auriez dû payer si **vous** aviez régulièrement déclaré le risque.
- Toutefois, si lors d'un **sinistre**, **nous** apportons la preuve que **nous** n'aurions en aucun cas assuré le risque dont la nature réelle est révélée par le **sinistre**, **notre** prestation est limitée au remboursement de la totalité des primes payées.

#### B. Modification du risque

En cours de **période d'assurance**, toutes circonstances nouvelles rendant inexactes ou caduques les déclarations du risque faites préalablement à la souscription de la **police** doivent **nous** être notifiées par lettre recommandée dans un délai de 15 jours à partir du moment où **vous** en avez connaissance.

En cas de retard à **nous** déclarer cette circonstance nouvelle, dans une intention frauduleuse, **vous vous** exposez à être déchu de **votre** droit à garantie si ce manquement **nous** a causé préjudice.

Si les circonstances nouvelles ou modifications de circonstances déclarées par le **preneur d'assurance** constituent une aggravation sensible et durable du risque de survenance de l'événement assuré (Article 81 de la Loi sur les Assurances du 4 avril 2014), **nous** pourrons en dehors de la réalisation d'un **sinistre** :

- Soit **vous** proposer une modification de **contrat**, dans un délai d'un mois à compter du jour où **nous** avons eu connaissance de l'aggravation, et avec effet rétroactif au jour de l'aggravation, si le risque de survenance de l'événement assuré s'est aggravé de telle sorte que, si l'aggravation aurait existé au moment de la souscription, **nous** n'aurions consenti l'assurance qu'à d'autres conditions ;
- Soit, si **nous** apportons la preuve que **nous** n'aurions en aucun cas assuré le risque aggravé, **nous** pouvons résilier le **contrat** dans le même délai.

Si **vous** refusez la proposition de modification du **contrat** d'assurance ou si, au terme d'un délai d'un mois à compter de la réception de cette proposition, **vous** n'acceptez pas cette dernière, **nous** pouvons résilier le **contrat** dans les quinze jours suivant l'expiration du délai précité.

Si **nous** n'avons pas résilié le **contrat** ni proposé sa modification dans les délais indiqués ci-dessus, **nous** ne pouvons **nous** prévaloir à l'avenir de l'aggravation du risque.

Si un **sinistre** survient avant que la modification du **contrat** ou la résiliation ait pris effet et si **vous** avez rempli **votre** obligation de notification, **nous** serons tenus d'effectuer la prestation convenue.

Si un **sinistre** survient et que **vous** n'aviez pas rempli **votre** obligation de notification :

- **Nous** serons tenus d'effectuer la prestation convenue lorsque le défaut de déclaration ne peut **vous** être reproché ;
- **Nous** ne serons tenus d'effectuer **notre** prestation que selon le rapport entre la prime payée et la prime que **vous** auriez dû payer si l'aggravation avait été prise en considération, et ce dans l'hypothèse où le défaut de déclaration peut **vous** être reproché.
- Toutefois, si **nous** apportons la preuve que **nous** n'aurions en aucun cas assuré le risque aggravé, **notre** prestation en cas de **sinistre** est limitée au remboursement de la totalité des primes payées ;
- **Nous** pouvons refuser **notre** garantie si **vous** avez agi dans une intention frauduleuse, les Primes chues jusqu'au moment où **nous** avons eu connaissance de la fraude **nous** sont dues à titre de **dommages** et intérêts.

En cas de diminution sensible et durable du risque de survenance de l'événement assuré (Article 80 de la Loi sur les Assurances du 4 avril 2014), **vous** aurez le droit de demander une diminution du montant de la prime à due concurrence à partir du jour où **nous** avons eu connaissance de la diminution du risque. Si **vous** et **nous** ne parvenons pas à un accord sur la prime nouvelle dans un délai d'un mois à compter de **votre** demande de diminution, **vous** pouvez résilier le **contrat**.

## Partie II : Dispositions générales afférentes à la police

### A. La prime

**Vous** êtes dans l'obligation de payer la prime d'assurance fixée aux conditions particulières, qui consiste en un montant global et forfaitaire, payable d'avance et révisable à chaque renouvellement.

La prime est déterminée par année assurée sur base de facteurs spécifiques propres à chaque produit d'assurance, tels que les activités de l'entreprise, le chiffre d'affaires, la quantité de données et le niveau de sécurité des données et des systèmes. Le chiffre d'affaires correspond au montant hors taxes des sommes payées ou dues par **vos** clients en contrepartie d'opérations entrant dans les **activités professionnelles** garanties et dont la facturation a été effectuée au cours de la période considérée. Le chiffre d'affaire servant de référence au calcul de la première prime est celui déclaré au titre de l'exercice clos. Dans le cadre d'une création d'activité, l'assiette de la prime sera le chiffre d'affaires prévisionnel.

Si **nous** ne **vous** demandons pas de données ou si **vous** ne signalez pas de modifications du risque, la prime actuelle sera également valable pour la première année suivant l'année assurée. **Nous** avons la faculté mais non l'obligation de **vous** demander en tout temps par écrit de fournir les informations nécessaires à la détermination de la prime pour la prochaine année assurée. **Vous** êtes tenu de **nous** fournir ces informations. **Vous** êtes également tenu de fournir, à **notre** demande, une déclaration d'un réviseur d'entreprise en ce qui concerne les informations soumises. La prime de départ doit être payée par **vous** à compter de la date d'effet spécifiée dans la **police**. Les primes de renouvellement doivent être payées par-**vous** à la date d'effet d'une nouvelle année assurée. La prime doit être acquittée par **vous** dans les 30 jours après que celle-ci soit due. Si **vous** ne respectez pas cette obligation de s'acquitter des primes et des frais, **nous** suspendons **notre** garantie.

En cas de non-paiement d'une prime, d'un complément ou d'une fraction de prime dans les 10 jours de son échéance, **nous** pouvons, sans renoncer à la prime qui **nous** est due et dans les conditions prévues aux articles 69 et suivants de la Loi sur les Assurances du 4 avril 2014 :

- suspendre la garantie à l'expiration d'un délai de 15 jours commençant à courir le lendemain de l'envoi d'un exploit d'huissier ou d'une lettre recommandée comportant sommation de payer ;
- **Nous** ne fournissons pas de couverture pour les sinistres qui se sont produits pendant la période de suspension, quand bien même ceux-ci seraient signalés après la période de suspension. A partir du jour suivant celui où la prime a été perçue par **nous**, la couverture d'assurance sera rétablie pour l'année assurée restante à l'égard des sinistres qui seraient introduits et découverts après cette date. Par prime dans ce contexte, **nous** entendons également les frais et les possibles taxes d'assurance.
- résilier de plein droit la **police** si **nous nous** en sommes réservés la faculté dans la mise en demeure susvisée, à l'expiration d'un délai de quinze jours à compter du premier jour de la suspension ;
- résilier la **police** si **nous ne nous** en sommes pas réservés la faculté dans la mise en demeure, moyennant une nouvelle mise en demeure par exploit d'huissier ou par lettre recommandée, à l'expiration d'un délai de quinze jours commençant à courir le lendemain de l'envoi de l'exploit d'huissier ou de la lettre recommandée.
- Si **nous** acceptons le fractionnement de la prime, les fractions restant dues deviennent immédiatement exigibles en cas de **sinistre**, de suspension de garantie ou de non-paiement d'une fraction de prime à échéance.

- B. Application de la garantie dans le temps au titre de **vos** Responsabilités pour les **réclamations** à **vos** rencontre
- La garantie s'applique de plein droit aux conséquences pécuniaires des **réclamations** notifiées à l'**assureur** pendant la **période d'assurance**, ainsi que pendant une **période subséquente** de trente-six mois suivant la date de résiliation ou d'expiration de la **police** ou en cas de suppression d'une garantie.
- La garantie déclenchée par la **réclamation** couvre l'**assuré** contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lors que le **fait dommageable** est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, et que la première **réclamation** est adressée à l'**assuré** ou à l'**assureur** par écrit entre la prise d'effet initiale de la garantie et la date de résiliation ou d'expiration de la **police**, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des sinistres.
- Sont également couvertes les **réclamations** formulées par écrit à l'encontre de l'**assuré** ou de l'**assureur** dans un délai de trente-six mois à compter de la fin de la **police** qui se rapportent :
- à un **sinistre** garanti survenu pendant la **période d'assurance** si, à la l'expiration de la **police**, le risque n'est pas couvert par un autre **assureur** ;
  - à un **fait dommageable** survenu et déclaré à l'**assureur** pendant la **période d'assurance**.
- Le plafond applicable à la garantie déclenchée durant la période susmentionnée de trente-six mois est unique pour l'ensemble de ladite période et ne peut être inférieur au plafond de la garantie déclenchée pendant l'année précédant la date de sa résiliation ou de son expiration. Ce principe est également valable en cas de pluralité de bénéficiaires de la **police**.
- C. Application de la garantie dans le temps au titres de **dommages** que **vous** subissez
- La garantie est déclenchée par la survenance d'un **sinistre** découlant d'un **fait dommageable** garanti.
- Les garanties s'appliquent si ce **sinistre** couvert survient pendant la **période d'assurance**, hors période de suspension des garanties.
- D. Durée de la **police**
- Parfaite dès l'accord des parties, la **police** est établie par écrit (Article 64 de la Loi sur les Assurances du 4 avril 2014).
- La **police** prend effet à 00h00 lors de la première date de prise d'effet et seulement à compter du paiement de la première prime et dure pendant toute la **période d'assurance**.
- Sauf stipulations contraires figurant aux conditions particulières, la **police** est souscrite pour une durée de 1 an à compter de la date d'effet fixée aux conditions particulières.
- A la fin de la **période d'assurance**, la **police** est tacitement reconduite pour une même **période d'assurance** de maximum un an, pour une prime et des conditions inchangées, sauf modification du risque et sauf résiliation conformément aux conditions prescrites dans la **police** et disposition contraire.
- E. Résiliation
- Dans tous les cas de résiliation ci-après, la portion de prime afférente à la période non courue est remboursée, sauf en cas de disparition du risque à la suite d'un **sinistre** que **nous** avons indemnisé ainsi qu'en cas de résiliation pour non-paiement des primes.
- Si le **preneur d'assurance** prend l'initiative de la résiliation de la **police**, il devra **nous** la notifier par lettre recommandée, par exploit d'huissier ou par remise d'une lettre de résiliation avec récépissé. Si **nous** prenons l'initiative de la résiliation, **nous** la notifierons par les mêmes moyens au dernier domicile connu du **preneur d'assurance**.
1. La **police** est résiliable de plein droit par le **preneur d'assurance** :
    - chaque année, à sa date anniversaire, par lettre recommandée, par exploit d'huissier ou par remise d'une lettre de résiliation contre récépissé moyennant un préavis de 3 mois au moins ;
    - en cas de diminution du risque, si le **preneur d'assurance** et **nous** ne parvenons pas à un accord sur la prime nouvelle dans un délai d'1 mois à compter de la demande de diminution formée par le **preneur d'assurance** la résiliation prendra effet à l'expiration d'un délai d'1 mois minimum à compter du lendemain de la signification ou du lendemain de la date du récépissé, ou, dans le cas d'une lettre recommandée, à compter du lendemain de son dépôt ; (Articles 80 et 84 de la Loi sur les Assurances du 4 avril 2014) ;

- en cas de résiliation après **sinistre**, à **notre** initiative, d'une autre des **polices** Hiscox souscrites par le **preneur d'assurance** et ce, dans un délai d'1 mois à compter de la notification de la résiliation de la **police** sinistrée ; la résiliation de la présente **police** prendra alors effet 3 mois après la notification de résiliation adressée par le **preneur d'assurance**.
2. La **police** est résiliable de plein droit par l'**assureur** :
- chaque année, à sa date anniversaire, par lettre recommandée à la poste, par exploit d'huissier ou par remise d'une lettre de résiliation contre récépissé, moyennant un préavis de 3 mois au moins ;
  - en cas de non-paiement des primes 15 jours après la suspension de la garantie intervenue 15 jours après mise en demeure de payer (Articles 70 et 71 de la Loi sur les Assurances du 4 avril 2014) ;
  - en cas d'aggravation du risque ; si **nous** apportons la preuve que **nous** n'aurions en aucun cas **assuré** le risque aggravé, la résiliation prend effet 1 mois après à compter du jour où **nous** avons eu connaissance de l'aggravation, ou si le **preneur d'assurance** refuse la proposition de modification du **contrat** ou si au terme d'un délai d'un mois à compter de la réception de cette proposition, le **preneur d'assurance** ne l'accepte pas ; la résiliation prend alors effet 15 jours après ce refus (Article 81, §1 de la Loi sur les Assurance du 4 avril 2014) ;
  - en cas d'omission ou d'inexactitude non-intentionnelle dans la déclaration du risque à la souscription et si **nous** apportons la preuve que **nous** n'aurions en aucun cas **assuré** le risque ; la résiliation prendra effet 1 mois à compter du jour où **nous** avons eu connaissance de l'omission ou de l'inexactitude (Article 60 de la Loi sur les Assurances du 4 avril 2014) ;
  - après **sinistre**, après notification dans un délai d'1 mois à compter de **notre** paiement ou **notre** refus de paiement ; la résiliation prendra alors effet au plus tôt 3 mois après sa notification. Lorsque le **preneur d'assurance**, **l'assuré** ou le bénéficiaire a manqué à l'une de ses obligations nées de la survenance du **sinistre** dans l'intention de **nous** tromper, **nous** pouvons, en tout temps, résilier le **contrat** dès que **nous** avons déposé plainte avec constitution de partie civile contre l'une de ces personnes devant le juge d'instruction, ou si **nous** l'avons citée devant la juridiction de jugement. La résiliation prend effet au plus tôt 1 mois à compter du lendemain de la signification ou du lendemain de la date du récépissé ou du lendemain de la date du dépôt de l'envoi recommandé (Article 86, §1 de la Loi sur les Assurances du 4 avril 2014).
3. La **police** est résiliable de plein droit par chacune des parties dans les 3 mois de la survenance des événements suivants, lorsque la **police** a pour objet la garantie de risques en relation directe avec la situation antérieure et qui ne se retrouvent pas dans la situation nouvelle :
- changement de domicile ou siège social ;
  - changement de profession, retraite professionnelle ou cessation définitive d'activité.
- La résiliation prendra effet 1 mois à compter du lendemain de la signification de la lettre de résiliation, ou, dans le cas d'une lettre recommandée, à compter du lendemain de son dépôt (Article 84 de la Loi sur les Assurances du 4 avril 2014).
4. La **police** est résiliable de plein droit par l'**assureur** ou par l'acquéreur, en cas de transfert de propriété du fonds de commerce du **preneur d'assurance**, dans les 3 mois à compter du jour où son bénéficiaire a demandé le transfert de la **police** à son nom.
5. La **police** est nulle de plein droit en cas de retrait d'agrément (Article 8 de la Loi sur les Assurances du 4 avril 2014). **Nous** serons toutefois tenus de remplir **nos** obligations si le **preneur d'assurance** a souscrit de bonne foi.

- F. Pluralité d'assurances Si **vous** souscrivez auprès de plusieurs assureurs des **polices** couvrant les mêmes risques, **vous** pouvez, en cas de **sinistre**, obtenir l'indemnisation des **dommages** en **vous** adressant à l'**assureur** de **votre** choix dans les limites des obligations de ce dernier, et à concurrence des limites de la garantie (Article 99 de la Loi sur les Assurances du 4 avril 2014).
- G. Caractère non-transférable de la **polices** La **police** et les droits et obligations qui la composent ne peuvent en aucun cas être cédés ou transmis, de quelque manière que ce soit, sans **notre** autorisation écrite préalable.
- H. Communications valables Toutes les communications entre l'**assuré** et l'**assureur** peuvent être valablement faites à l'intermédiaire en assurance. Les communications de l'**assureur** sont également valables lorsqu'elles ont été adressées à la dernière adresse indiquée par l'**assuré** ou effectuées via l'intermédiaire en assurance.
- I. Territoire de couverture et juridiction Cette **police** offre une couverture à l'égard des **activités professionnelles** de l'entreprise menées à l'intérieur des pays repris sous le terme « territoire de couverture » dans les Conditions particulières.
- La condition pour que les **réclamations** de **tiers** soient couvertes est que le droit applicable soit celui d'un ou plusieurs pays visés sous le terme « juridiction » repris dans les Conditions particulières. Cela inclut également une procédure qui a été introduite dans le territoire de couverture et où la procédure est basée sur une décision ou une jurisprudence, ou introduite dans le cadre de l'exécution d'un jugement, émanant d'un autre tribunal que les tribunaux mentionnés par les Conditions particulières sous la partie «juridiction».
- J. Droit applicable La **police** est régie par le droit belge.
- K. Prescription Toute action dérivant de la **police** est prescrite par 3 ans, à compter de l'événement qui donne ouverture à l'action (Article 88 de la Loi sur les Assurances du 4 avril 2014). La prescription peut être interrompue par une des causes ordinaires d'interruption ainsi que dans les cas ci-après :
- déclaration de **sinistre** par le **preneur d'assurance** à l'assureur ;
  - citation en justice, même en référé ;
  - commandement ou saisie signifiés à celui que l'on veut empêcher de prescrire.
- L. Résolution des litiges En cas de différend relatif à l'interprétation ou l'exécution de la **police**, **vous** et **nous** tenterons en toute bonne foi de résoudre amiablement le litige.
- En cas d'échec des discussions amiables, **vous** et **nous** nous engageons à tenter de régler le litige par voie de médiation dans le cadre du CEPANI, conformément à son règlement auquel les parties déclarent adhérer.
- En cas de clôture de la médiation, conformément au règlement du CEPANI, sans qu'un accord n'ait pu être trouvé entre les parties, celles-ci pourront saisir les instances judiciaires aux fins de trancher leur litige.
- Les parties conviennent à ce titre d'attribuer compétence exclusive aux tribunaux belges pour trancher tout litige afférent à l'interprétation ou l'exécution de la **police**.
- Pour toute plainte ou **réclamation**, veuillez **vous** référer à la procédure reprise dans le document intitulé "Dispositions légales".
- M. Sanctions économiques et commerciales L'ensemble des garanties accordées au titre de la présente **police** sont sans effet lorsque ces garanties, l'administration du **contrat**, le paiement de la prestation et/ou toute activité, sont contraires à toute disposition légale ou réglementaire applicable en matière de sanctions économiques ou commerciales, prévue par les nations unies, l'union européenne, la Belgique et/ou tout autre état (y-inclus les Etats-Unis). Les sinistres directement ou indirectement liés à une telle infraction ou qui peuvent provoquer une telle infraction si **nous** gerons le **sinistre** sont exclus des garanties.
- Par ailleurs, si **vous** figurez sur une liste nationale ou internationale en matière de sanctions économiques ou commerciales ou si **vous** y êtes placé, **nous** nous réservons le droit de résilier la **police**. Aucun délai de préavis n'est alors applicable.



N. Domicile et Correspondance      Toute correspondance ou notification qui **nous** est destinée est valablement envoyée si elle est expédiée :

- à **notre** adresse en Belgique, telle qu'indiquée dans les Conditions particulières ou par avenant ultérieur ;
- à l'adresse de **votre** courtier, telle qu'indiquée dans les Conditions particulières ou par avenant ultérieur.

Toute correspondance ou notification qui **vous** est destinée est valablement envoyée, même à l'égard des héritiers ou ayants-droits, si elle est expédiée à **votre** adresse telle qu'indiquée aux conditions particulières ou par avenant ultérieur.





